***PROGRAMME REGIONAL FEDER/FSE+/FTJ 2021-2027***

***Région Hauts-de-France***

***Proposition de modification du Document de Mise en Œuvre (DOMO) au comité de suivi du 10/07/2023***

***du Programme Régional adopté par la commission européenne le 06 octobre 2022***

**Objectif stratégique : OS 2 :** Une Europe plus verte, résiliente et à faibles émissions de carbone évoluant vers une économie à zéro émission nette de carbone, par la promotion d’une transition énergétique propre et équitable, des investissements verts et bleus, de l’économie circulaire, de l’atténuation du changement climatique et

de l’adaptation à celui-ci, de la prévention et de la gestion des risques, et d’une mobilité urbaine durable.

**Priorité :** 5. Renforcement de la transition écologique dans les Hauts-de-France

**Objectif spécifique :** 2.7 Améliorer la protection et la préservation de la nature et de la biodiversité, et renforcer les infrastructures vertes, en particulier en milieu urbain et réduire toutes les formes de pollution

**Fiche-action concernée :** Sous-action 1 : Préserver, restaurer renforcer les corridors écologiques

|  |  |
| --- | --- |
| ***Rédaction initiale*** | ***Proposition de modification*** |
| Bénéficiaires éligibles : Collectivités territoriales et leurs groupements, Conservatoire du littoral etAgence de l’eau, associations loi 1901. | Bénéficiaires éligibles : Collectivités territoriales et leurs groupements, Conservatoire du littoral etAgence de l’eau, associations. |

***Commentaires et motivation :***

Des opérateurs intervenant dans le champ de la gestion, l’entretien et de la restauration de cours d’eau (y compris sur le volet continuité écologique - trame bleue – relatif à la sous action) ont le statut d’Association Syndicale Autorisée (ASA) dont l’objet est rappelé ci-dessous (exemple de l’ASA de la Selle) :

******

La mention du DOMO « Associations loi 1901 » ne permet pas aux Associations syndicales autorisées d’être éligibles, alors qu’elles peuvent mener des projets significatifs visant des fonds FEDER et qu’elles ont pu être soutenues via le FEDER Picardie 14-20. Les Associations syndicales autorisées sont des établissements publics administratifs et non des associations loi 1901.